

Poutine, Trump, Xi Jinping : qui gouverne le monde ?

Conférence de Pascal Boniface

Directeur de l'IRIS (<http://www.iris-france.org/>)

Lycée Saint-Exupéry, Mantes la Jolie, mercredi 11 octobre 2017, 11h00-12h30

Cette conférence éclaire plusieurs chapitres de Géographie du programme de Terminale :

- * G1 : **Des cartes pour comprendre le monde** (*lecture géopolitique*) ;
- * G2 : **La mondialisation en fonctionnement** (*acteurs de la mondialisation*) ;
- * G5 : **États-Unis / Brésil : rôle mondial, dynamiques territoriales** (*puissance états-unienne*) ;
- * G8 : **Japon / Chine : concurrences régionales et ambitions territoriales** (*puissance chinoise, projet de « nouvelles routes de la soie »*).

Mais c'est surtout en Histoire qu'il vous est possible de réinvestir le contenu de la conférence :

- * H4 : **Les États-Unis et le monde depuis les « 14 points » du président Wilson** (*hyperpuissance, puissance globale, limites de la puissance états-unienne, multilatéralisme/unilatéralisme*) ;
- * H5 : **La Chine et le monde depuis 1949** (*soft power, projet chinois de « nouvelles routes de la soie »*).
- * H9 : **La gouvernance économique mondiale depuis 1944** (*G7-8, G20*).

Introduction :

Question centrale de l'**ordre mondial** :

Les Etats aujourd'hui n'ont plus le monopole de la scène internationale. Si Bismarck pouvait dire à la fin du XIXe siècle « les relations internationales, c'est simple, il suffit d'être trois contre deux », cette époque est révolue depuis la fin de la Guerre froide (1989-1991).

D'autres acteurs jouent un rôle de plus en plus important sur la scène mondiale : les FTN (en particulier les GAFA), les ONG, les collectivités locales, mais aussi les individus et la société civile.

Toutefois, il existe encore une primauté des Etats dans les relations internationales, puisque c'est vers eux que se tournent les autres acteurs afin qu'ils prennent des décisions (ex : crise mondiale de 2008 à 2011 ; accords de Paris sur le climat en 2015).

D'autre part, les changements dans les équipes dirigeantes (d'Obama à Trump aux États-Unis par ex.) n'entraînent pas de ruptures stratégiques majeures : en effet, ce sont les éléments de continuité qui demeurent (en particulier, pour les États-Unis, le poids toujours prépondérant du complexe militaro-industriel).

1- Vladimir Poutine : la Russie, nouvelle grande puissance ?

En 2015, le magazine *Forbes* a sacré Vladimir Poutine « homme le plus puissant du monde ». Cette affirmation est-elle exacte ?

Certains éléments de l'actualité semblent valider cette thèse. La reprise d'Alep par le régime de Bachar El-Hassad en Syrie en décembre 2016 s'est faite avec le soutien aérien de la Russie (mais aussi et surtout avec l'aide militaire de l'Iran par l'intermédiaire du Hezbollah). Le coût de cette opération est limité pour la Russie : une trentaine d'avions déployés depuis la base navale russe de Lattaquié (Syrie), absence de troupes au sol (Poutine veut éviter que la Russie devienne un « borbier » dans lequel son armée s'enliserait, comme ce fut le cas pendant la Guerre d'Afghanistan, de 1979 à 1989). En Russie, l'opposition à V. Poutine est divisée (communistes → nostalgiques de l'URSS ; libéraux → associés aux privatisations bâclées des années 1990 et aux oligarques ; ultranationalistes de Vladimir Jirinoski). Enfin, Poutine est très populaire en Russie (avant l'annexion de la Crimée, en 2014, les sondages lui accordaient 74% d'opinions favorables ; depuis cette annexion, il recueille 84% d'opinions favorables).

Cette popularité réelle s'explique par le fait que Poutine a redonné de la vigueur à l'économie et au patriotisme russes. Pour mémoire, il faut rappeler qu'en 1990, l'URSS avait voté la résolution 665 de l'ONU autorisant l'intervention militaire américaine contre l'Irak (après l'agression du Koweït) : c'était une première pour la diplomatie soviétique. Gorbatchev, alors au pouvoir, entendait à la fois rénover le communisme en URSS et faire participer son pays au « nouvel ordre mondial ». Au G7 de Londres (1991), Gorbatchev, qui n'a pas les moyens de réformer seul l'économie soviétique, demande aux Occidentaux une aide financière : si Mitterrand

et Kohl sont d'accord, le président américain G. H. Bush (Bush père) s'y refuse. Les États-Unis ont donc fait le choix d'apparaître comme les vainqueurs de la Guerre froide plutôt que de bâtir un nouveau monde avec une URSS rénovée faisant jeu égal avec eux. Les États-Unis pensent alors – à tort – que le monde de l'après-Guerre froide sera un monde *unipolaire*. Les faits semblent leur donner raison dans les années 1990 : les États-Unis apparaissent comme une « hyperpuissance » (Hubert Védrine), sans concurrent. Le PIB de la Russie chute de 50% entre 1991 et 2000. La Russie est entrée dans une décennie d'humiliations internationales et stratégiques : elle doit accepter l'installation du bouclier antimissile américain en Europe ; « digérer » les frappes aériennes de l'OTAN sur son allié traditionnel dans les Balkans, la Yougoslavie (Serbie). Enfin, humiliation suprême : les ex-républiques communistes d'Europe de l'Est, dans l'orbite de Moscou pendant la Guerre froide (Pologne, Roumanie, Bulgarie, etc.) ou parties intégrantes de l'URSS (Lituanie, Lettonie, Estonie) adhèrent à l'OTAN. On comprend que ces humiliations – en plus de l'alignement de la Russie sur les États-Unis, amorcé par Gorbatchev puis poursuivi par son successeur Boris Eltsine – aient exaspéré l'opinion publique russe. Lorsque Poutine arrive au pouvoir (2000), il rétablit l'autorité de l'État et fait bénéficier l'économie russe de l'augmentation du cours du pétrole. En mars 2014, lorsque la Russie annexe la Crimée (terre russophone, historiquement russe depuis le XVIIIe siècle), la population se range massivement derrière Poutine par patriotisme, car il incarne la fierté nationale russe. Ce que ne comprennent pas les analystes occidentaux, c'est que Vladimir Poutine est populaire en Russie pour les mêmes raisons qu'il est impopulaire et détesté en Occident.

Mais en même temps, la Russie de Poutine n'est pas aussi puissante que cela – moins puissante assurément que ne l'était l'URSS. En effet, le PIB russe ne représente que 10% du PIB des États-Unis et le budget de la défense russe est inférieur à celui de l'Arabie Saoudite. La menace russe dont parle la presse occidentale semble donc exagérée. Poutine a beau être un bon joueur sur la scène géopolitique mondiale, il n'a pas les moyens de sa politique. Son intérêt, par exemple, est de quitter au plus vite la Syrie avant que celle-ci ne devienne un bourbier pour la Russie. En Europe, l'Ukraine (amputée des républiques pro-russes sécessionnistes depuis 2015) échappe à la Russie et se tourne vers l'Union européenne et l'OTAN. Lorsque Poutine affirme que « celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur et celui qui veut la rétablir n'a pas de tête », il reconnaît indirectement que la Russie n'est pas la puissance dominante, mais, tout au plus, une grande puissance *parmi d'autres*.

2- Donald Trump : *Make America Great Again* ?

Comme autrefois G.W. Bush (2001-2008), le nouveau président américain vit dans *l'illusion d'un monde unipolaire*. En 2003, cette vision du monde a été à l'origine de la pire catastrophe géopolitique de ces dernières décennies : la guerre d'Irak. Si la guerre a été gagnée, les États-Unis ont perdu la paix. La déstabilisation de l'Irak dans les décennies 2000-2010 a abouti à l'effet inverse de ce que les États-Unis voulaient au départ pour le Moyen-Orient : l'éradication du terrorisme islamiste et l'expansion de la démocratie dans la région. C'est l'inverse qui s'est produit : la démocratie a régressé (les « printemps arabes » de 2011 n'ont pas permis d'établir des régimes démocratiques dans la région, sauf en Tunisie : l'Égypte est gouvernée par l'armée, la Syrie reste une dictature, l'Irak est devenu un État fictif dirigé par les chiites). Or, si la guerre d'Irak avait été gagnée, si les États du Moyen-Orient étaient devenus démocratiques à la suite des printemps arabes, on aurait pu parler d'un monde unipolaire. Ce n'est pas le cas. On ne peut pas pour autant parler d'un monde multipolaire, car aucune puissance dans le monde ne peut faire jeu égal avec les États-Unis (pas même la Chine, malgré ses efforts militaires).

Le slogan de campagne de Donald Trump, en 2016, *Make America Great Again*, est en soi un terrible aveu de faiblesse, puisqu'il reconnaît implicitement que les États-Unis ne sont plus la puissance qu'ils étaient. On sait qu'à travers ce slogan, Trump visait explicitement son prédécesseur à la Maison Blanche, Barack Obama, qui avait pris acte du déclin relatif de la puissance américaine en renonçant aux aventures militaires extérieures (retrait des troupes d'Irak et d'Afghanistan, 2011). Or, la politique étrangère de Donald Trump (opposition à l'Iran, menaces verbales à l'égard de la Corée du Nord, défiance à l'égard de l'OTAN et de l'Union européenne) est catastrophique à moyen terme (les États-Unis perdent leur crédibilité, donc leur influence – leur *soft power*) et terriblement inefficace sur le court terme (le chef du Département d'Etat, Rex Tillerson, ex-patron d'Exxon, doit amèrement regretter d'avoir pour patron Donald Trump). Aujourd'hui, les géopolitologues sérieux aux États-Unis sont presque soulagés qu'au final ce soit l'armée et la CIA qui tiennent la diplomatie du pays, plutôt que Donald Trump, qui a dû renoncer en quelques mois à la plupart de ses promesses de campagne. Pendant la campagne, le candidat républicain avait en effet annoncé qu'il allait réconcilier les États-Unis avec la Russie (ce qui, sur le long terme, va plutôt dans le sens des intérêts du pays, le véritable concurrent des États-Unis étant la

Chine et non la Russie), qu'il fallait prendre ses distances avec l'OTAN et l'UE (Angela Merkel a ainsi été reçue fraîchement à Washington en mars 2017), etc. Tout cela a été refusé par le Pentagone et Trump a fait machine arrière : l'État profond, c'est-à-dire la haute administration américaine, a agi pour contrarier les volontés de Trump. Il y a une logique à cela : le Pentagone entend préserver la mainmise des États-Unis sur l'Europe en conservant l'OTAN, pièce maîtresse de leur dispositif de défense.

Rompant avec une habitude qui veut que le président des États-Unis élu accorde sa première visite d'Etat au Mexique ou au Canada (Obama s'était ainsi rendu dans ce pays en février 2009), Trump a effectué son premier voyage officiel en Arabie Saoudite, en mai 2017. L'objectif était de renforcer l'alliance traditionnelle entre les deux pays (qui remonte au Pacte du Quincy de 1945), remise en cause, du point de vue des Saoudiens, par l'accord 5+1 (les cinq membres permanents au Conseil de Sécurité + l'Allemagne) signé avec l'Iran sur le nucléaire en 2016. Les Saoudiens, qui haïssaient Obama et craignaient un renversement de l'alliance EU/Arabie saoudite au profit d'un axe Téhéran/Washington, ont trouvé en Trump un allié, sinon sûr, du moins compréhensif (le *Muslim Ban*, un décret présidentiel suspendant l'entrée d'étrangers venant de pays musulmans aux États-Unis, ne s'applique pas aux Saoudiens, même si 17 des 19 terroristes du 11 septembre étaient citoyens de ce pays...). En Arabie Saoudite, Trump obtient ce qu'il voulait : encourager les ventes d'armes américaines dans le monde au profit du complexe militaro-industriel. 30 milliards de dollars d'armes sont donc promis aux Saoudiens ; en échange, ces derniers sont autorisés par Trump à faire le blocus du Qatar, accusé de faire le jeu de l'Iran, ce qui n'a pas empêché Trump de promettre des armes au Qatar dans les mois suivants...

La politique étrangère de Donald Trump, en plus d'isoler les États-Unis sur la scène internationale (ex : la décision de se retirer des accords de Paris sur le climat), relance l'antiaméricanisme, qui reprend de la vigueur en Amérique latine et au Moyen-Orient. Quant à l'Europe, l'élection de Trump – comme le Brexit – représente un défi à relever : comment s'affranchir de la domination américaine ?

3- Xi Jinping : un leadership mondial sans arrogance ?

Le 12 octobre 2017 s'est ouvert le congrès du PCC (Parti communiste chinois) : Xi Jinping, au pouvoir depuis 2012, est assuré de le conserver pour les cinq prochaines années dans un pays où le multipartisme n'existe pas. Pour autant, depuis la fin des années 1970, la Chine a cessé d'être un régime totalitaire dominé par une idéologie révolutionnaire (comme se fut le cas sous Mao, entre 1949 et 1976) : c'est aujourd'hui un régime autoritaire à parti unique où l'idéologie est passée au second plan. Le PCC, qui contrôle la majorité des entreprises chinoises (« économie socialiste de marché »), compte 82 millions de membres davantage intéressés par le cours de la bourse de Shanghai ou de Hong Kong que par la littérature marxiste. L'ouverture économique du pays depuis Deng Xiaoping a permis l'émergence d'une classe moyenne chinoise de consommateurs qui s'accommode fort bien de la dictature du parti unique, tant que celui-ci lui garantit la prospérité.

Depuis deux décennies, le PCC doit aussi compter sur l'opinion publique chinoise : il y a entre 600 et 700 millions d'internautes en Chine et 80 000 manifestations ont lieu chaque année (la plupart dénonçant la corruption qui gangrène le Parti et l'économie). Xi Jinping n'a donc pas tous les pouvoirs : il doit tenir compte de son opinion publique et traduire les revendications portées par la société civile en actes politiques. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la campagne menée depuis 2013 contre la corruption au sein du Parti (qui a par ailleurs permis à Xi Jinping de se débarrasser de cadres et de généraux encombrants) ou la lutte contre le réchauffement climatique (alors que la Chine est le premier pollueur de la planète et que l'air des villes chinoises est devenu irrespirable, poussant les élites à s'établir ailleurs qu'en Chine ou à faire étudier leurs enfants dans les universités américaines).

La priorité du pays est aujourd'hui le développement de son marché intérieur. De plus, la Chine a conscience de sa grande dépendance à l'égard des États-Unis (son principal client). Son intérêt sur le long terme est de maintenir à tout prix le libre-échange. Aussi, on ne sera pas surpris que lors du dernier sommet de Davos (Suisse), regroupant les « sommités » du monde de la finance globalisée, Xi Jinping se soit fait l'apôtre de la mondialisation et du libre-échange, alors que Donald Trump réclamait la fermeture des frontières dans le but de « protéger » les emplois aux États-Unis !

Enfin, la Chine a des ambitions régionales en mer de Chine méridionale, mais aussi sur le continent asiatique. Son programme essentiel, les « nouvelles routes de la soie », vise à renforcer son influence économique en Europe et en Afrique par des investissements (construction de routes ; rachat du port du Pirée à Athènes ; construction de la ligne de chemin de fer Mombasa/Nairobi au Kenya, etc.). Conscient de son manque de *soft power*, de son déficit d'image, le pays se refuse à faire la leçon au reste du monde – contrairement aux Occidentaux, souvent accusés d'arrogance, non sans raison. Toutefois, malgré ses efforts (création d'instituts

Confucius par exemple), la Chine ne peut rivaliser dans ce domaine avec les États-Unis ou même l'Union européenne.

Conclusion

Depuis le début des années 1990 et la fin de la Guerre froide, le monde connaît une évolution stratégique majeure, *la fin du monopole occidental sur la puissance*, qui met fin à cinq siècles d'une histoire marquée par la dynamique de l'Occident. Lorsque les puissances occidentales ne se rendent pas compte de cette nouvelle donne, elles commettent des erreurs majeures (comme la guerre d'Irak de 2003 pour les États-Unis).

Dans un monde de plus en plus complexe, l'Occident n'est plus le cœur de l'économie mondiale : les pays émergents (au nombre de 70) sont les premiers bénéficiaires de la croissance. Néanmoins, l'Occident, qui détient encore une part non négligeable de la richesse mondiale, n'est pas sorti de l'histoire. L'Union européenne à 27 (sans le Royaume-Uni), si elle ne représente plus que 6% de la population mondiale, détient 22% du PIB mondial et 50% des dépenses sociales mondiales.